



Affaire suivie par :  
Nicolas BUISSON  
Groupe logistique et travaux  
Tél : 01-69-26-42-27  
Courriel : [nicolas.buisson@cea.fr](mailto:nicolas.buisson@cea.fr)

**ENTRETIEN, GROS TRAVAUX ET DEMANDE  
D'INTERVENTION URGENTE DE VOIRIE ET  
RESEAUX DIVERS (VRD) DU CENTRE  
CEA/DAM ILE-DE-FRANCE**

**Projet de marché à bons de commande CEA/DIF n° PM DLT-B2405888-NB**

**Marché sensible**

**ENTRE :**

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »  
d'une part,

**ET :**

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »  
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

**TABLE DES MATIERES**

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - DESIGNATION DES TRAVAUX .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 - DOCUMENTS A REMETTRE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 - INTERLOCUTEURS.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 - RECEPTION ET GARANTIE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 - MODIFICATION DES TRAVAUX .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 - MONTANT - REGIME FISCAL .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 12 - REVISION DES PRIX.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13 - ARRET DE CHANTIER.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 14 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 16 - PROTECTION DU SECRET .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 17 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 18 - ASSURANCE DE LA QUALITE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 19 - TRAVAIL DISSIMULE.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 20 - PENALITES.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 21 - RESILIATION .....</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES .....</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXE 2 - CONDITIONS D'ACCES A LA ZONE ENTREPRISE .....</b>	<b>20</b>
<b>ANNEXE 3 - FICHE DE MODIFICATION DE TRAVAUX.....</b>	<b>28</b>
<b>ANNEXE 4 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....</b>	<b>29</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché à bons de commande, ci-après désigné le « marché » définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de l'entretien, des gros travaux et de demandes d'interventions urgentes de Voiries et Réseaux Divers (VRD), ci-après désignée « les Travaux », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

Ces Travaux seront réalisés pour le compte du Département Sécurité Technique et Gestion, Service Technique et Logistique (DSTG/STL).

## **ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES**

**2.1** Les dispositions du présent marché et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Spécifications Techniques Particulières (CSTP) référencé 25RRQE000583 du 31/07/2025 ,
- l'organisation pour la maîtrise des interventions des entreprises extérieures intervenant sur le centre du CEA/DAM-Île de France référencée SYM SS00U RCJ INS 19000114 A du 21/03/2019,
- les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte - Déclinaison en règles de sécurité informatique référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 21/03/2023,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA DAM Île de France du 16/02/2024,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée <XXXX> du <XX/XX/XXXX>.

**2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 - DESIGNATION DES TRAVAUX**

Le Titulaire réalisera les Travaux conformément aux spécifications techniques du Cahier des Spécifications Techniques Particulières (CSTP) cité supra.

### **3.1 Désignation des Travaux et modalités d'intervention**

*3.1.1. Des travaux ponctuels dans les domaines suivants (§ 6.4 à 6.9 et 6.12 du CSTP) :*

- voiries, aires de stationnement et trottoirs,
- assainissement et réseaux divers,
- terrassement, maçonnerie et béton armé,
- études géotechniques et géophysiques,
- démolition de petits ouvrages,
- petits travaux associés et signalisations,

- études géométriques.

### 3.1.2. L'entretien des VRD (§ 6.10 du CSTP)

Le Titulaire réalisera l'entretien des VRD sur le centre CEA/DIF durant toute la durée du marché à bons de commande. L'objectif est de vérifier les voiries et réseaux divers du centre CEA/DIF et de procéder au nettoyage et aux réparations courantes.

Les interventions seront planifiées à l'avance, d'un commun accord entre les Parties.

### 3.1.3. Des interventions urgentes suite à un appel au « 14 » (n° d'urgence du CEA/DIF) (§ 6.11 du CSTP)

Ces réparations urgentes seront réalisées suite à la demande expresse du CEA, sur la base d'une demande d'intervention urgente (DIU), dans la limite de 50 000 € HT par intervention. Le Titulaire interviendra immédiatement, sans établir de devis, sauf si les travaux nécessitent des moyens plus lourds, une durée d'exécution supérieure à 2 jours ou qu'ils nécessitent un chiffrage hors BPU/BATIPRIX.

## 3.2 Passation de commandes particulières

### 3.2.1. Au titre des travaux ponctuels et de l'entretien des VRD

Pour chaque opération, le CEA transmettra une demande au Titulaire (expression de besoin ou cahier des charges spécifique) qui remettra un devis basé sur le BATIPRIX et les conditions tarifaires figurant en annexe 1 du présent marché (cf. article 11 ci-après).

**La part du chiffrage sur devis (fourniture/main d'œuvre) ne doit pas excéder 10% du montant total du chiffrage et devra être impérativement justifiée.**

Le Titulaire interviendra uniquement après acceptation écrite du devis par le CEA, par notification d'une commande particulière (en n°4600xxxxxx).

Le montant de chaque commande particulière ne pourra pas dépasser **50 000 € HT\***. Au-delà de ce montant, la réalisation des Travaux ne devra pas être exécutée.

*\*Sauf prestation exceptionnelle sous validation du CEA concernant les travaux de voirie amiantée en SS3.*

### 3.2.2. Au titres des interventions urgentes

Une commande particulière sera établie chaque fin de mois sur la base des opérations réalisées en urgence réalisées et réceptionnées par le CEA dans le mois considéré.

## **ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION**

### 4.1 Au titre du présent marché à bons de commande

#### 4.1.1. Part ferme

Le présent marché à bons de commande est conclu à compter du 01/01/2026 pour une durée ferme de 24 mois, soit jusqu'au 31/12/2028.

Ce dernier sera réputé terminé au parfait achèvement des Travaux.

#### 4.1.2. Part optionnelle

À l'échéance de la part ferme, le marché pourra être reconduit pour une durée de 24 mois maximum, soit jusqu'au 31/12/2030 au plus tard.

La notification partielle d'une période n'entraîne aucune obligation pour le CEA de notifier le solde de ladite période et ne donnera pas lieu à indemnités en cas de non-notification.

La période optionnelle sera notifiée par le CEA au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception, au plus tard 1 mois avant le démarrage de la période concernée.

#### **4.2 Au titre de chaque commande particulière**

Chaque commande particulière sera conclue à compter de sa date de notification par le CEA.

La date de démarrage effective des travaux concernés par la commande particulière sera fixée par le CEA lors de la réunion d'enclenchement de ladite commande.

La durée de réalisation des travaux objets de la commande particulière sera précisée dans la commande particulière concernée.

Cette dernière sera réputée terminée au parfait achèvement des travaux.

#### **4.3 Etablissement des devis**

Pour l'établissement des devis le Titulaire devra respecter les modalités d'exécution mentionnées à l'article 7.1 du CSTP.

### **ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

#### **5.1 Responsabilité - Lieu d'exécution**

Les Travaux, objet du présent marché à bons de commande, seront exécutés sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire sur le site du CEA, situé à Bruyères-le-Châtel. Ils seront exécutés sous l'autorité de son personnel d'encadrement.

Le Titulaire devra prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire ne sera pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

Le Titulaire a une **obligation de résultat** quant aux Travaux qui lui sont confiés et répond de leur bonne exécution conformément aux dispositions du CSTP référencé ci-dessus ainsi qu'aux règles de l'art.

#### **5.2 Moyens mis par le CEA à la disposition du Titulaire**

##### *5.2.1. Accès à la Zone Entreprise*

Le CEA donne accès au Titulaire à la Zone Entreprise à titre temporaire dans le cadre de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'annexe 2 au présent marché.

##### *5.2.2. Fluides*

Les fluides nécessaires à l'exécution du présent marché seront fournis par le CEA et à ses frais, exception faite des communications téléphoniques vers l'extérieur qui pourront être facturées au Titulaire.

#### **5.3 Matériel et outillage**

Le Titulaire affectera tous les moyens nécessaires (matériels, outillage et main-d'œuvre) à la bonne exécution des Travaux qui lui sont confiés.

#### 5.3.1. Equipements de protection individuelle

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » - Article 18.2 « Moyens matériels » des CGA, le Titulaire fournira l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'accomplissement des Travaux dans les meilleures conditions.

### 5.4 Horaires

Les horaires d'ouverture de l'établissement CEA/DIF sont de 7h30 à 19h30, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h20 à 17h, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'installation qui se chargera d'avertir la Formation locale de sécurité (FLS) du CEA, si nécessaire.

### 5.5 Réunions de suivi

La réalisation des Travaux donnera lieu à des réunions de suivi d'exécution entre les responsables désignés par chacune des Parties. Sont d'ores et déjà prévues :

Au titre du présent marché à bons de commande :

- une réunion d'inspection commune qui se tiendra dans les 5 jours avant la date de démarrage des prestations,
- une réunion d'enclenchement,
- une réunion de bilan semestrielle pour faire le point sur les travaux réalisés sur la période concernée,
- une réunion de suivi annuelle.

Au titre de chaque commande particulière :

- une réunion d'enclenchement,
- des visites de chantier,
- d'éventuelles réunions d'avancement en cours d'exécution des travaux,
- une réunion de clôture.

À l'issue de chaque réunion, le Titulaire établira un compte rendu transmis au CEA, sous 5 jours ouvrés, pour approbation préalable avant diffusion.

### 5.6 Accidents du travail

Les dispositions relatives aux accidents du travail sont décrites à l'article 13.6 « Informations – Déclarations » des CGA.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le CEA (Chef d'installation, Responsable de contrat d'installation ou représentant du Maître d'ouvrage dans le cas d'un chantier de bâtiment ou de génie civil) de tout accident du travail survenu à l'un de ses travailleurs ou des travailleurs de ses sous-traitants, quel que soit leur rang, de toute maladie professionnelle affectant ces derniers.

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses travailleurs ou d'un des travailleurs de ses sous-traitants autorisés pour le présent marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (DIF/ED/ISE - Bât AD - BRUYERES LE CHATEL, 91297 ARPAJON Cedex) du CEA/DIF dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/DIF :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

## **ARTICLE 6 - DOCUMENTS A REMETTRE**

- 6.1** Outre les comptes rendus de réunions, le Titulaire s'engage à remettre, à minima, au CEA l'ensemble des documents mentionnés au CSTP, notamment :

### Au titre du présent marché à bons de commande :

- lors de la réunion d'enclenchement : le PAQP,
- le bilan mensuel de l'ensemble des interventions, en distinguant les travaux sur devis et les travaux urgents,
- le rapport d'activité semestriel,
- le rapport d'activité annuel.

Les documents remis au titre du présent marché à bons de commande devront être fournis au CEA au plus tard 10 jours ouvrés à compter de la réunion associée au livrable concerné.

### Au titre de chaque commande particulière :

- les demandes d'intervention urgentes (DIU) signées, le cas échéant,
- les fiches techniques,
- le rapport des études d'exécution, le cas échéant,
- le plan d'implantation de chantier, le cas échéant,
- les plans et les documents techniques,
- les notes de calculs,
- le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

Les documents remis au titre de chaque commande particulière devront être fournis au CEA au plus tard 5 jours ouvrés à compter de la réunion de clôture effectivement réalisée.

### Au titre de la gestion des déchets :

- dans un délai d'un mois suivant l'évacuation des déchets : le bon de pesée avec le code de traitement ;
- trimestriellement : la part des matériaux recyclés et enfouis.

- 6.2** Les documents remis au CEA devront être fournis à la fois sur support papier et informatique, en langue française. Tous les plans seront réalisés sur le logiciel AUTOCAD. Des duplications de fichiers devront pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.

- 6.3** Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

## **ARTICLE 7 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- pour le CEA : M. CHUCKER Tél : 01 69 26 52 19,
- pour le Titulaire : <XXXXXXXXXX> Tél : <XX XX XX XX XX>.

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

## **ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant accompagnée des documents afférents (formulaire transmis sur simple demande adressée au Bureau des Affaires Commerciales).

## **ARTICLE 9 - RECEPTION ET GARANTIE**

- 9.1** Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception de chaque commande particulière donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 4 au présent marché).

- 9.2** La signature de chaque procès-verbal ouvre une période de garantie d'un an dite de « parfait achèvement ». Pendant cette période, le Titulaire doit procéder aux rectifications ou améliorations lui permettant d'obtenir la levée des réserves éventuelles formulées lors de la signature du procès-verbal.

## **ARTICLE 10 - MODIFICATION DES TRAVAUX**

- 10.1** Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du présent marché.

- 10.2** Pendant l'exécution du présent marché, le CEA pourra prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles.

Réciproquement, le Titulaire pourra soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation du Marché. Ces modifications devront faire l'objet de propositions écrites motivées adressées au CEA.

Dans tous les cas, seul le CEA a prérogative à décider cette exécution.

---



**10.3** Le processus conduisant à la notification, par le CEA, de ces modifications est basé sur l'émission et le traitement d'une Fiche de Modification (FM), dont le modèle figure en annexe 3 du présent marché.

#### **10.4 Pour les études**

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des demandes de corrections et de mise à jour des notes et plans à partir du premier BPE (Bon pour Exécution), avant le début des Travaux, sans que le Titulaire ne puisse justifier d'une quelconque rémunération supplémentaire (ni retard sur les plannings), par rapport au montant forfaitaire des études.

#### **10.5 Pour les travaux**

Pour chaque FM, le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA par l'émission d'un devis du Titulaire faisant apparaître une décomposition de son montant, intégrant les plus et moins-values engendrées par la modification, calculées sur les bases suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

- application des pourcentages de remise sur la base de prix du BATIPRIX (cf. article 11.1.1 du présent marché),
- application des prix unitaires du BPU (cf. annexe 1 du présent marché),
- application des taux horaires ou journaliers par qualification définis par le présent marché, aux quantitatifs acceptés par le CEA, (cf. annexe 1 du présent marché)
- devis forfaitaires (résultant d'une consultation par le Titulaire d'au moins trois entreprises) des travaux sous-traités ou des approvisionnements. Les devis sont obligatoirement transmis au CEA.

Le Titulaire s'engage à répondre aux fiches de modification dans un délai maximal de 10 jours ouvrables à compter de la date de notification desdites fiches.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le présent marché.

Chaque devis fera l'objet d'une instruction puis de négociations menées par le CEA jusqu'à la validation finale de la FM.

En cas de désaccord tant sur le plan financier, le Titulaire devra engager les travaux correspondants sur demande du CEA. Dans ce cas, le prix remis par le Titulaire est un prix provisoire. Le prix définitif sera fixé après discussions et accord des Parties.

#### **10.6 Modalités de notification des modifications**

Tout début d'exécution des prestations de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA qui précisera le contenu des prestations, la référence du devis du Titulaire, le montant total des prestations et le délai de réalisation, convenu avec le Titulaire ainsi que l'échéancier de paiement associé.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations de modification notifiées par courrier sur la base des éléments financiers qu'il aura transmis dans le cadre de l'instruction des FM.

**10.7** Les incidences financières des modifications en plus ou en moins feront l'objet d'un avenant à la commande particulière concernée qui permettra les règlements supplémentaires éventuels, établi au plus tard à l'échéance de la commande particulière concernée.

## **ARTICLE 11 - MONTANT - REGIME FISCAL**

### **11.1 Montant**

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de et année de remise de l'offre, est plafonné à la somme de **1 500 000 € HT (UN MILLION CINQ CENT MILLE EUROS HORS TAXES)**, toute sujétion incluse.

Ce montant ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

Chaque opération est réalisée sur la base du BATIPRIX et du BPU présentés en annexe 1 du présent marché.

#### **11.1.1. BATIPRIX**

Les références utilisées concernent les paramétrages de base du BATIPRIX Web, millésime de l'année en cours, des bordereaux mentionnés infra.

Les remises planchers\* consenties sont de :

<b>BATIPRIX - Ouvrage N°1 Gros Œuvre Etanchéité Ravalement</b>	
<b>Corps d'état</b>	<b>% de remise par rapport à la base de prix BATIPRIX*</b>
<b>N°CN Ouvrages communs TCE :</b> Démolition - Béton et mortier (pages 27 à 28),	
<b>N°CN Ouvrages communs TCE :</b> Manutention - enlèvement, Nettoyage (page 44 à 45)	
<b>N°CN Ouvrages communs TCE :</b> Echafaudage - protection, Matériel de chantier externe à l'entreprise (page 46 à 71)	
<b>N°1 Gros œuvre - Maçonnerie</b> (pages 80 à 237)	
<b>BATIPRIX - Ouvrage N°2 Espaces verts et VRD</b>	
<b>Corps d'état</b>	<b>% de remise par rapport à la base de prix BATIPRIX*</b>
<b>N°12 Espaces verts -aménagement extérieurs :</b> Pavage et dallage (pages 91 à 105) , Clôtures , portails et portillons (pages 123 à 171), mobilier urbain et signalisation (pages 174 à 196)	
<b>N°12 Espaces verts -aménagement extérieurs :</b> Ouvrages en maçonnerie (pages 105 à 118),	
<b>N°10 VRD Réseaux d'assainissement</b> (pages 202 à 265) et réseaux divers (pages 265 à 284)	
<b>N°10 VRD Voiries</b> (pages 285 à 290)	
<b>N°10 VRD Bordures et caniveaux</b> (pages 293 à 315)	

*\*S'agissant de remises planchers, des remises plus intéressantes pourront être appliquées sur les devis spécifiques.*

#### **11.1.2. Bordereau de Prix Unitaires (BPU)**

Les BPU sont présentés en annexe 1 du présent marché à bons de commande.

Ils sont constitués de coûts unitaires plafonds forfaitaires et révisables et de taux horaires/journaliers plafonds par qualification et corps d'état.

Les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- L'objet des BPU sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans le marché initial et dans le CSTP et s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,

- Le chiffrage des nouveaux BPU est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement ou du montant d'une prestation sur devis préalable générée dans le cadre de l'exécution du marché et ayant un objet similaire.

A titre exceptionnel, le CEA notifie cette évolution et son accord par l'envoi d'un courrier, co-signé par le Titulaire. Les nouveaux BPU sont applicables dès le renvoi par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans autre formalité.

#### 11.1.3. Références hors BATIPRIX et BPU

Les références spécifiques demandées par le CEA au titre d'une commande particulière, non référencées dans le BATIPRIX et/ou non indiquées au BPU, feront l'objet d'une cotation sur devis établie selon les taux horaires et le coefficient de peines et soins défini en annexe 1 du présent marché à bons de commandes.

## 11.2 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

## **ARTICLE 12 - REVISION DES PRIX**

**12.1** Les prix des références BATIPRIX visés à l'article 11.1.1 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois et année de remise de l'offre. Ils sont révisés annuellement par la publication d'une nouvelle référence BATIPRIX.

**12.2** Les prix du BPU visés à l'article 11.1.2 et les taux horaires visés à l'article 11.1.3 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois et année de remise de l'offre.

Ils sont révisibles annuellement au mois anniversaire du marché. Un mois avant cette échéance, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des affaires commerciales (BACO) du CEA/DIF une nouvelle proposition de prix pour l'année suivante, qui pourra faire l'objet d'une négociation.

En tout état de cause, si les Parties ne parvenaient pas à un accord, les prix seraient révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \times \frac{\text{Indice 1}}{\text{Indice 10}})$$

dans laquelle :

P = prix révisé,

P<sub>0</sub> = prix initial puis dernier prix révisé,

Indice<sub>10</sub> = valeur de l'indice BT03 publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE (identifiant 001710951), pour le mois année de remise de l'offre, puis dernière valeur retenue,

Indice<sub>1</sub> = valeur de ce même indice, pour le mois précédant la date de révision des prix,

Au cas où les dispositions du présent article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Dans le cas où le jeu de la formule conduirait à une augmentation supérieure à 3 % l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

## **ARTICLE 13 - ARRET DE CHANTIER**

### **13.1 Définitions**

Est désignée comme « Arrêt de chantier » toute interruption de chantier :

- du fait du CEA,
- strictement supérieure à une demi-journée,
- et ayant fait l'objet d'une notification par le CEA.

Sont exclues du champ d'application du présent article toutes les interruptions de chantier du fait du Titulaire, y compris celles ayant fait l'objet d'une notification par le CEA ainsi que les jours de fermeture du CEA/DIF fixés au début de chaque année, notamment les jours fériés, les deux semaines de fermeture programmées aux mois d'août et de décembre (généralement prévues en semaine 33 et 52) et la fête locale.

Tout Arrêt de chantier notifié au Titulaire avec un délai de préavis supérieur ou égal à 7 jours calendaires est un arrêt de chantier programmé.

Tout Arrêt de chantier notifié au Titulaire avec un délai de préavis strictement inférieur à 7 jours calendaires est un arrêt de chantier inopiné.

Qu'ils soient programmés ou inopinés, et en l'absence de précision lors de la notification par le CEA, les Arrêts de chantier sont considérés comme étant des Arrêts de chantier avec immobilisation du matériel. A contrario, le repli du matériel est expressément spécifié dans la notification de l'Arrêt de chantier.

### **13.2 Indemnisation des frais de main d'œuvre**

Quelle qu'en soit sa durée, un Arrêt de chantier programmé ne donne pas lieu à indemnisation des frais de main d'œuvre du Titulaire.

En cas d'Arrêt de chantier inopiné, l'indemnisation des frais de main-d'œuvre sera due au Titulaire :

- pendant 5 jours ouvrés à compter de la date d'arrêt effective du chantier,
- et dans la limite de 7 jours calendaires à compter de la notification de l'Arrêt de chantier par le CEA, dans le cas où cette notification intervient avant l'arrêt effectif du chantier.

Cette indemnisation est calculée sur la base des taux journaliers définis à l'annexe 1 du présent marché.

### **13.3 Arrêts de chantier avec immobilisation du matériel**

Tout Arrêt de chantier avec immobilisation du matériel donne lieu à indemnisation du Titulaire pour l'immobilisation de son matériel (sur la base des taux journaliers d'immobilisation définis à l'annexe 1 du présent marché).

### **13.4 Arrêts de chantier avec repli du matériel**

Tout Arrêt de chantier avec repli du matériel donne lieu à application de frais de démobilisation du matériel du Titulaire sur la base des prix définis à l'annexe 1 du présent marché.

Lorsque la notification du repli de chantier intervient en cours d'Arrêt de chantier avec immobilisation du matériel, l'indemnisation du Titulaire liée au matériel immobilisé est interrompue à compter du lendemain de la date de notification.

### 13.5 Reprise des Travaux

Quel que soit le type d'Arrêt de chantier, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des Travaux interrompus :

- pour un arrêt avec immobilisation inférieur ou égal à 5 jours ouvrés : au plus tard, 1 jour ouvré après notification du CEA de la reprise des Travaux,
- pour un arrêt avec immobilisation strictement supérieur à 5 jours ouvrés : au plus tard 7 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des Travaux,
- pour un arrêt avec repli de chantier : au plus tard 2 semaines calendaires après notification du CEA de la reprise des Travaux.

En cas de reprise de travaux suite à un arrêt avec repli du matériel, la remobilisation du matériel donne lieu à application de frais de remobilisation sur la base des prix définis à l'annexe 1 du présent marché.

La reprise des travaux est constatée conjointement par un procès-verbal indiquant la durée effective de l'arrêt.

## **ARTICLE 14 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

### **14.1 Conditions de facturation**

#### *14.1.1. Formalisme de la facturation*

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,
- le n° complet du marché à bons de commande (520000XXXX) et de la commande particulière (soit 4600XXXXXX / P6XXX) (= numéro d'engagement),
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

#### *14.1.2. Présentation des révisions de prix*

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

#### *14.1.3. Règlement des factures*

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,

- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

## 14.2 Conditions de paiement

Au titre des commandes particulières définies à l'article §3.2.1 supra :

Les conditions de paiement seront définies dans la commande particulière concernée.

Au titre des commandes particulières relatives aux interventions urgentes (§3.2.2 supra) :

100 % du montant total HT de la commande particulière concernée et les taxes correspondantes, à terme échu après réception prononcée sans réserve par le CEA des opérations effectivement réalisées dans le mois considéré, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

## **ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE**

Les dispositions relatives à la confidentialité sont décrites au chapitre 4 « Confidentialité et données à caractère personnel » des CGA.

## **ARTICLE 16 - PROTECTION DU SECRET**

*Le marché est un marché **sensible** au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.*

**16.1** En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté.

**16.2** Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
  - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
  - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
  - de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
  - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
  - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

**16.3** Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « diffusion restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

**16.4** Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
  - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
  - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

**16.5** Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation du marché des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera au plus tard, 3 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

**16.6** Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

**16.7** En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve de d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

**16.8** Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une

négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

## **ARTICLE 17 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.

## **ARTICLE 18 - ASSURANCE DE LA QUALITE**

Le Titulaire appliquera les règles relatives à la norme 9001 et établira un Plan d'Assurance Qualité Particulier (PAQP) relatif aux Travaux.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Travaux par rapport au Cahier des Charges.

S'il apparaît que certaines dispositions du PAQP sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du présent marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

## **ARTICLE 19 - TRAVAIL DISSIMULE**

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

## **ARTICLE 20 - PENALITES**

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

Les Parties conviennent que les clauses ci-après n'excluent pas la possibilité pour le CEA de l'évocation de la responsabilité contractuelle du Titulaire pour des faits générateurs différents.

### **20.1 Retard et mauvaise exécution des Travaux**

Le tableau ci-dessous définit les facteurs générateurs de pénalités :





Libellé	Unité d'application de la pénalité	Montant (en € HT)
Retard dans le planning d'exécution des travaux	Par jour ouvrable	50
Retard dans la remise des livrables prévus à l'article 6 du présent marché	Par jour ouvrable	50
Absence à un rendez-vous de chantier auquel le Titulaire a été convoqué	Par occurrence	300
Dépôt de matériel, matériaux, gravois en dehors des zones prescrites	Par jour ouvrable	400
Retard dans le nettoyage du chantier, du bâtiment et de l'accès durant le chantier et en fin de travaux	Par jour ouvrable	200
Absence de nettoyage du chantier, du bâtiment et de l'accès durant le chantier et en fin de travaux	Par occurrence	1 200
Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier	Par jour ouvrable	150
Non-respect des conditions d'intervention du personnel sur site (cf. § 7.7 du CCTP)	Par occurrence	500
Retard pour la saisie en GMAO	Par jour ouvrable	50
Absence de déclaration d'un sous-traitant	Par occurrence	300
<b>Pénalités liées au non-respect des indicateurs mentionnés au § 10.3 du CSTP</b>		
<u>Indicateur IQ1</u> : écart moyen > 20 jours sur une période de 3 mois	Par constat*	1 000
<u>Indicateur IQ2</u> : écart moyen > 15 jours sur une période de 3 mois	Par constat*	1 000
<u>Indicateur IQ3</u> : écart moyen > 10 jours sur une période de 3 mois	Par constat*	1 000
<u>Indicateur IQ4</u> : si IQ4 > 3 constats sur une période de 3 mois	Par constat*	1 000
<u>Indicateur IQ5</u> : si IQ5 > 3 constats sur une année	Par constat*	1 000

\*Pénalités limitées à un constat par trimestre.

## 20.2 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de Travaux sur son centre et précisées notamment à l'article 2 du présent marché, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation à l'article 17.3 des CGA, le montant forfaitaire de la pénalité sera de **300 euros HT** par fait générateur constaté par les autorités du CEA responsables du respect des règles susvisées.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- non-respect des dispositions de l'article 5.6 du présent marché,
- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

### **20.3 Mesure pour mauvaise exécution**

Si les Travaux ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Travaux, aux frais et risques du Titulaire.

### **20.4 Application des pénalités**

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

## **ARTICLE 21 - RESILIATION**

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,  
Le

Pour le CEA,  
Le

**ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES**

A définir au moment de la notification du marché.



## **ANNEXE 2 - CONDITIONS D'ACCES A LA ZONE ENTREPRISE**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le CEA permet au Titulaire d'accéder à la Zone Entreprise du centre CEA/DAM – Île de France (CEA/DIF) au sein de laquelle il dispose, à titre gratuit, précaire et révocable, d'un espace pour y établir, à ses seuls frais, des équipements à usage de bureau, stockage, vestiaire, etc..

**CECI ETANT RAPPELE, IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

**Equipements Communs** : désigne les locaux et équipements mis à disposition des sociétés utilisatrices de la Zone Entreprises par le CEA, listés à l'article 4.3.9.

**Lieux** : désigne le / les emplacement(s) mis à disposition du Titulaire et listés à l'article 4.

**Zone Entreprises (ZE)** : désigne la zone située au Sud-Est du CEA/DIF destinée à accueillir des équipements mobiles de sociétés titulaires de marchés CEA et réalisant à ce titre des prestations sur le Centre. Un plan de la Zone Entreprises est présenté à l'article 8 de la présente annexe.

### **ARTICLE 2 - OBJET**

La présente annexe a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles le CEA autorise le Titulaire à utiliser les Lieux, dans la ZE du CEA/DIF, exclusivement pour la réalisation des Travaux objet du marché, à titre de prêt à usage conformément aux dispositions des articles 1875 à 1878 et 1880 à 1891 du Code civil, à l'exclusion de toute autre activité, même temporaire, et notamment toute opération commerciale par le Titulaire

### **ARTICLE 3 - DUREE - RESILIATION**

#### **3.1 Durée**

La mise à disposition des Lieux prend effet à compter de la date de prise d'effet du marché, pour la durée de ce dernier.

#### **3.2 Résiliation**

*3.2.1 La mise à disposition est résiliée de plein droit et sans formalité préalable au terme du marché, quelle qu'en soit la cause.*

*3.2.2 La mise à disposition peut être résiliée à tout moment à la demande de l'une des Parties, moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois, notifié par lettre recommandée avec avis de réception.*

*3.2.3 La mise à disposition peut être résiliée de plein droit par le CEA en cas d'inexécution totale ou partielle par le Titulaire de l'une quelconque des obligations mises à sa charge par le présent document.*

Cette résiliation deviendra effective sans aucune formalité judiciaire quinze (15) jours calendaires après l'envoi par le CEA d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception exposant les motifs de la plainte et contenant déclaration de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, à moins que, dans ce délai, le Titulaire n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, telle que définie par la loi et la jurisprudence.

## **ARTICLE 4 - MISE A DISPOSITION**

### **4.1 Lieux mis à disposition**

Le / Les Emplacement(s) mis à disposition du Titulaire est / sont les suivants :

Désignation	Superficie	Raccordements

*Le / Les Emplacement(s) mis à disposition du Titulaire sera / seront défini(s) à la notification du marché.*

Le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment l'Emplacement / les Emplacements indiqué(s) ci-dessus, par des équivalents en surface et qualité. Les Parties se rapprocheront alors pour convenir des modalités particulières du remplacement.

### **4.2 Conditions de la mise à disposition**

#### **4.2.1 Etat des lieux**

Le Titulaire prend les Lieux dans l'état où ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du CEA aucune réparation ou remise en l'état.

Un état des lieux est établi contradictoirement à l'entrée et à la sortie. Le Titulaire doit répondre des dégradations de son fait qui sont constatées en dehors de celle due à une utilisation normale.

Au terme de la mise à disposition pour quelque raison que ce soit, les Lieux sont remis dans leur état primitif par le Titulaire, à ses frais. La remise en état par le Titulaire ne donne lieu à aucun versement d'indemnité de la part du CEA.

#### **4.2.2 Exécution du marché**

Les Parties conviennent expressément que la mise à disposition est subordonnée à l'existence du marché.

La mise à disposition des Lieux et des Equipements Communs ne constituant pas une condition déterminante de l'exécution du marché, le Titulaire reconnaît expressément que l'existence ou la bonne exécution du marché n'est ni conditionnée ni subordonnée à l'existence ou la bonne exécution de la mise à disposition.

Le Titulaire ne pourra s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles, telles que prévues au marché, en raison du remplacement des Lieux ou des Equipements Communs, ou de la fin anticipée de leur mise à disposition par le CEA.

#### **4.2.3 Respect des prescriptions administratives et conventionnelles**

Le Titulaire, son personnel et ses visiteurs doivent se conformer aux lois, règlements et prescriptions en vigueur en ce qui concerne notamment la police, l'environnement, la salubrité, la sécurité, la réglementation du travail et plus généralement à toutes les prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le CEA ne puisse être ni recherché ni inquiété de ces chefs. Ils sont soumis à toutes les obligations qui résultent des règlements intérieurs, directives ou instructions applicables au site et à celles qui résultent des dispositions édictées pour chaque installation. Ils sont également soumis, dès son édicton, à toute nouvelle disposition ou modification des dispositions de ces normes.

Le Titulaire et le CEA conviennent, en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité de leurs personnels respectif, d'appliquer entre eux, si elles ne s'appliquaient pas de plein droit, les dispositions des articles R 4511-1 et suivants du code du travail, du décret 92-158 du 20 février 1992.

Le Titulaire, son personnel et ses visiteurs ne peuvent jouir des Lieux ou Equipements Communs mis à disposition que dans la stricte limite de prescriptions internes édictées par le CEA concernant le site et/ou spécifiquement à la ZE. A ce titre, Le Titulaire s'engage expressément à respecter les Règles Générales d'Implantation de structure en ZE (SYM SS00U RQE DS- 1800 0971). Toute violation constatée par le CEA de ces règles pourra entraîner la résiliation anticipée de la mise à disposition.

### **4.3 Conditions d'utilisation**

#### *4.3.1 Usage*

L'Emplacement / Les Emplacements sont mis à disposition du Titulaire aux fins d'installation des équipements mobiles lui appartenant suivants :

- X bungalow(s) / shelters à usage de [bureau, stockage, vestiaire, etc.];
- X conteneur(s) maritime(s) à usage de [bureau, stockage, vestiaire, etc.].

Les équipements mobiles du Titulaire et leur implantation en ZE doivent respecter strictement les prescriptions et modalités prévues par les Règles générales d'implantation de structure en ZE.

Les raccordements des équipements mobiles aux servitudes est à la charge du Titulaire, dans les conditions précisées dans les Règles Générales d'implantation en ZE.

Les raccordements aux servitudes des équipements mobiles appartenant au CEA sont pris en charge par le CEA.

#### *4.3.2 Entretien des Lieux*

Le Titulaire entretient les Lieux ainsi que ses équipements mobiles qui y sont installés le cas échéant en bon état de réparation et de propreté pendant toute la durée de la mise à disposition. Toutes réparations, grosses ou menues, remplacements ou réfections qui seraient nécessaires au cours de la Convention sont à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire doit prévenir immédiatement le CEA des dégradations et détériorations qui sont faites dans les Lieux ainsi qu'à leurs servitude(s), en ce compris les voiries d'accès, les réseaux, les espaces verts avoisinants et qui nécessiterait l'intervention du CEA. Le Titulaire est responsable des négligences de sa part à ce sujet.

#### *4.3.3 Travaux*

Le Titulaire ne peut entreprendre de travaux dans les Lieux sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Le Titulaire accepte qu'il soit fait dans la ZE, dans les Lieux ou les Equipements Communs tous travaux et notamment travaux d'entretien, réparation, amélioration, reconstruction, surélévation, agrandissement, que le CEA jugerait nécessaire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, quelle que soit leur importance et leur durée.

Tous embellissements, améliorations et installations faits par le Titulaire sur les Lieux resteront la propriété du CEA à son terme. Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour ce chef. Le CEA pourra néanmoins exiger le rétablissement des Lieux dans leur état primitif, aux frais de le Titulaire, qu'il ait ou non autorisé lesdits travaux.

#### 4.3.4 Accès

Le Titulaire ne peut prétendre accéder aux Lieux ou Equipements Communs en dehors des horaires d'ouverture du site CEA sauf autorisation préalable et écrite, et nécessairement exceptionnelle, du Directeur du CEA/DIF.

#### 4.3.5 Visites

Le Directeur du CEA/DIF, responsable de la sécurité sur le site, son mandataire ou son représentant a, à tout moment, le droit de visite pour le contrôle de l'état des lieux ou du respect des conditions de sécurité à l'intérieur des locaux.

#### 4.3.6 Hygiène et sécurité

Le Titulaire s'engage à ne pas faire obstacle aux compétences des instances représentatives du personnel compétentes du CEA/DIF.

Le personnel et les visiteurs du Titulaire doivent se conformer aux règlements relatifs à la sécurité, à la police et à l'hygiène sur le CEA/DIF.

Le Titulaire participe aux exercices de sécurité prévus par le CEA sur la ZE. Il s'associera sur demande à l'analyse de ces exercices et mettra en œuvre les mesures préconisées.

Le temps passé ne pourra donner lieu à des coûts supplémentaires pour le CEA.

#### 4.3.7 Sinistre

En cas de sinistre de toute nature, le Titulaire est tenue d'informer immédiatement le Chef d'installation concerné.

Par ailleurs, le Titulaire doit faire appel à la Formation locale de sécurité (FLS) en cas de sinistre de toute nature et notamment, d'accidents de la circulation, d'incendie, d'explosion ou d'inondations ayant lieu sur le site du CEA/DIF ainsi que pour des interventions de secourisme. Le Titulaire est également tenu d'informer le Service de Santé au Travail du CEA/DIF.

#### 4.3.8 Introduction d'équipements

Toute introduction d'équipements, par le Titulaire, sur le site du CEA/DIF doit être conforme au plan de prévention mis en place dans le cadre du marché.

Tout équipement installé par le Titulaire dans les Lieux doit être conforme à la réglementation en vigueur en matière de sécurité du travail. Une liste des équipements sera mise en place et tenue à jour par le Titulaire et consultable par le chef d'installation du CEA.

Le Titulaire s'engage à faire réaliser, à ses frais, les contrôles périodiques réglementaires sur les équipements. Les certificats de conformité et les rapports de visite initiale et périodique réglementaire concernant lesdits équipements doivent être consultables par le Chef d'installation de la ZE. A défaut, le CEA pourra se substituer de plein droit au Titulaire pour faire effectuer ces contrôles, aux frais du Titulaire.

En cas d'anomalies relevées lors des contrôles périodiques, le Titulaire s'engage soit à remédier sans délai aux défauts constatés, soit à évacuer les appareils défectueux du CEA/DIF.

#### 4.3.9 Equipements Communs

Le CEA met à disposition de tous les utilisateurs de la ZE des Equipements Communs :

- un local de restauration équipé,
- des sanitaires,
- des vestiaires,

- des douches.

Les Equipements Communs sont et restent la propriété insaisissable du CEA. Ils ne peuvent être ni prêtés, ni loués, ni vendus, ni donnés en nantissement par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à utiliser les Equipements Communs en professionnel précautionneux en respectant, notamment, les règlements, prescriptions, circulaires ou instructions donnés par le CEA et la documentation sur l'emploi et l'entretien courant desdits équipements.

Le Titulaire s'engage à remettre, après chaque utilisation, les Equipements Communs en l'état tel que défini par le CEA. Il s'interdit d'effectuer ou de faire effectuer des modifications sur les Equipements Communs sans l'accord préalable et exprès du CEA.

Le Titulaire est responsable de tout dommage subi par les Equipements Communs ou causés aux tiers par les Equipements Communs de par son fait.

Le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment les Equipements Communs par des équivalents en surface et qualité.

#### **4.4 Jouissance**

Le Titulaire ne peut demander aucune immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés du chef des Lieux ou Equipements Communs mis à disposition.

Le Titulaire jouit raisonnablement des Lieux ou Equipements Communs, suivant la destination qui leur est données et dans le respect des règlements.

Le Titulaire doit se garder d'occasionner, dans les Lieux et aux Equipements Communs, aucun trouble qui soit de nature à porter préjudice au CEA ou à tout tiers.

Le Titulaire ne peut exercer aucun recours en garantie contre le CEA au cas où il serait troublé dans sa jouissance ou dans son activité par le fait de tiers pour n'importe quelle cause.

### **ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

Le CEA met à la disposition du Titulaire les Lieux et Equipements Communs susmentionnés à titre gracieux.

Toute consommation anormale d'électricité sera supportée par le Titulaire.

En contrepartie de la gratuité de la mise à disposition, il est prévu entre les Parties que :

- le Titulaire acquitte exactement tous les impôts, contributions et taxes lui incombant et/ou dont le CEA pourrait être responsable à titre quelconque. Le Titulaire devra en justifier à toute réquisition ;
- le Titulaire fait son affaire de tout achat de matériel de bureau, télécommunications et informatiques nécessaire à son fonctionnement, et notamment à assurer, à ses frais, la totalité des biens qu'il a installés dans les Lieux.

### **ARTICLE 6 - RESPONSABILITES - ASSURANCES**

#### **6.1 Responsabilité civile du Titulaire**

##### *6.1.1 Responsabilité civile – Convention de Paris*

Dans les conditions et limites prévues par les dispositions du code de l'environnement applicables à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, ou de tout texte ultérieur qui les modifierait ou leur serait substitué, fixant les mesures d'application en France de la Convention de Paris sur la



responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, le CEA, en qualité d'exploitant d'une installation nucléaire, est responsable de tout dommage aux personnes et aux biens causé par un accident nucléaire trouvant son origine dans cette installation ou survenant au cours d'un transport de substances nucléaires sous sa responsabilité.

Toutefois, cette responsabilité ne s'étend pas aux dommages subis par les biens de le Titulaire qui se trouvent sur le site des installations nucléaires du CEA et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une quelconque des installations relevant du régime de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En outre, le CEA dispose d'un recours à l'encontre de le Titulaire pour les accidents nucléaires survenus lors de l'exécution de la présente convention, si la cause de l'accident réside dans une faute intentionnelle commise par le Titulaire, notamment par violation des règles de sécurité - sûreté nucléaire - radioprotection. Le recours est limité, par événement, à 20% du montant hors taxes du marché, sans pouvoir dépasser la somme de 250 000 €.

#### *6.1.2 Responsabilité civile non nucléaire*

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun et du marché, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, le CEA, les salariés du CEA, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution de la Convention.

Le Titulaire renonce à tout recours contre le CEA et ses éventuels assureurs du fait des dommages de toute nature et notamment des dommages immatériels, préjudices financiers ou pertes d'exploitation qu'il pourrait subir. Il s'engage à demander l'insertion, dans ses polices d'assurances, d'une clause de non recours contre le CEA et ses assureurs.

Le Titulaire doit imposer les mêmes obligations aux éventuels contractants qui viendraient travailler dans les Lieux.

### **6.2 Assurances du CEA**

Le Titulaire est informé de la souscription, par le CEA, d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais de décontamination.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte que le CEA dispose d'un recours à l'encontre de Titulaire, si il est responsable conformément au droit commun, en cas de sinistre qui ne serait pas pris en charge par les assureurs ainsi que pour les montants pouvant dépasser ceux pris en charge par la police d'assurance du CEA et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève à la date de signature du marché à 500 000 € pour les dommages de nature conventionnelle et à 5 000 000 € pour les dommages de nature nucléaire.

Les conditions générales ainsi que les conditions particulières et spéciales de la police d'assurance de dommages souscrite par le CEA sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

### **6.3 Assurances du Titulaire**

Le Titulaire doit souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Le Titulaire doit produire les attestations de :

- responsabilité civile générale et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant pendant l'occupation des locaux,
- dommage couvrant les biens et aménagements éventuels dont il est propriétaire, locataire, détentrice ou usager à quelque titre que ce soit notamment contre les risques d'incendie, explosion et dégât des eaux, ainsi que la responsabilité du fait de l'occupation des locaux, le recours des voisins et des tiers.

Les attestations doivent émaner de ses compagnies d'assurance, être datées de moins de six mois, indiquant les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, et justifiant qu'il est à jour du paiement de ses primes.

## **ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINALES**

### **7.1 Cession – Sous-location**

Le Titulaire ne pourra en aucun cas céder ou transférer ses droits et obligations prévus par la présente annexe à un tiers quelconque, ne fut-ce pour une brève durée et sous quelque forme que ce soit.

En particulier, il est interdit au Titulaire de concéder la jouissance des locaux, matériels ou équipements mis à sa disposition au titre de la présente annexe et de ses suites, même temporairement, à titre précaire ou gratuit et notamment par sous-location, domiciliation, prêt ou location.

### **7.2 Confidentialité**

Les dispositions du chapitre 4 des CGA sont applicables.

### **7.3 Renonciation**

La renonciation par l'une des Parties à l'exécution de l'une quelconque des dispositions de la présente annexe n'emporte et n'implique en aucune façon renonciation à l'exécution des autres obligations.

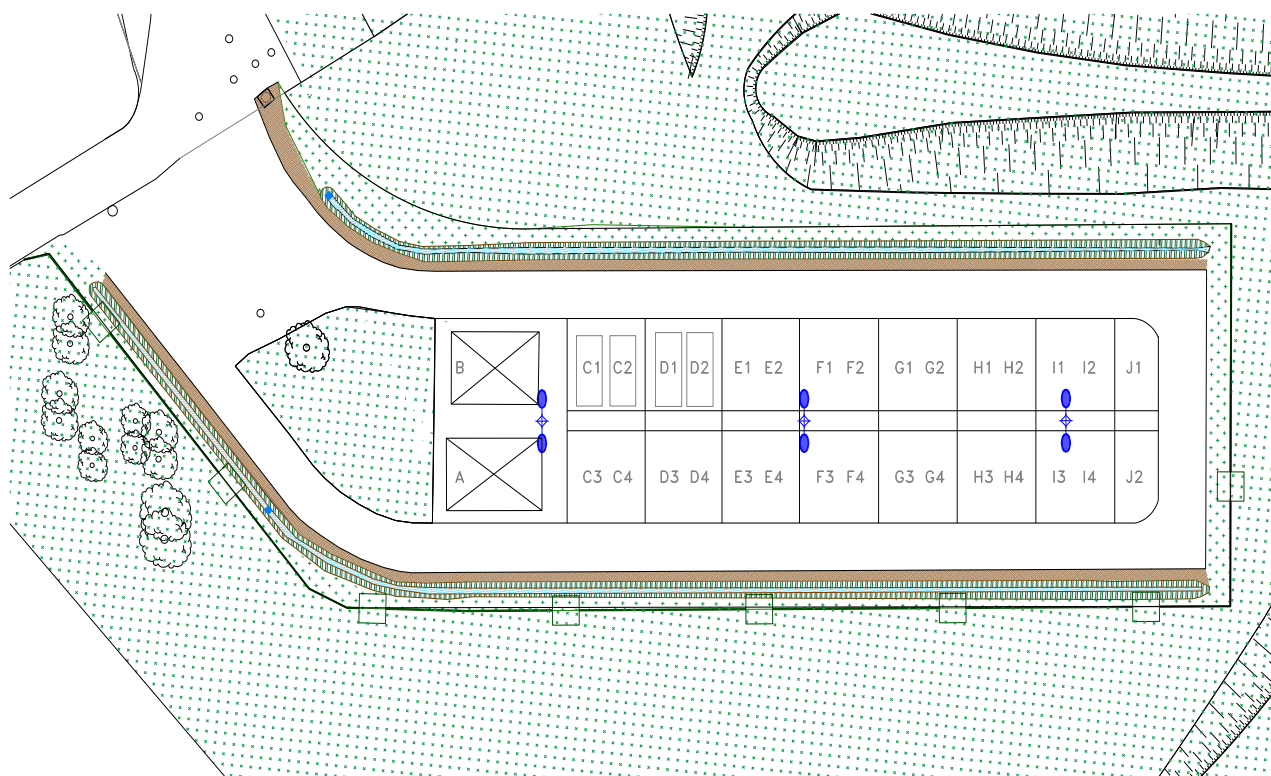
En aucun cas le fait que l'une des Parties s'abstienne de réclamer l'exécution d'une obligation à laquelle ladite Partie peut prétendre ne pourra être interprété comme une renonciation de sa part à l'exécution de ladite obligation, et ce indépendamment de la durée de son abstention.

### **7.4 Invalidité d'une clause**

Si une ou plusieurs stipulations de la présente annexe étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du marché.

## **ARTICLE 8 - PLAN DE LA ZE**





A : local Restauration

B : locaux Vestiaires/Sanitaires/Douches

C1 à J2 : Emplacements mis à disposition aux fins d'installation d'équipements mobiles

**ANNEXE 3 - FICHE DE MODIFICATION DE TRAVAUX**

N° de Fiche : ..... Indice : .....

Fiche créée le : .....

Demandeur de la modification : .....

N° Marché : ..... Fournisseur : .....

Objet du marché : .....

NATURE DE LA MODIFICATION DEMANDEE : .....

.....

.....

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION <sup>1</sup> :

.....

.....

.....

.....

TOTAL : .....

INFLUENCE SUR LE PLANNING :

.....

.....

.....

.....

TOTAL : .....

APPROBATION DE LA FICHE DE MODIFICATION (Cette fiche n'est validée que si elle est signée des trois parties)

CEAMAITRE D'OEUVREFOURNISSEUR

NOM :

DATE :

SIGNATURE :

<sup>1</sup> Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les éléments de prix figurant dans l'offre initiale du fournisseur et tous les justificatifs.

**ANNEXE 4 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION**

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n° .....

Lot/phase/période : .....

**Rejet (réception refusée) :**

le    /    /

**MOTIFS :**

**Ajournement (délais accordés pour intervenir) :**

le    /    /

**MOTIFS :**

**Réception validée :**

le    /    /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le : .....

Pour le CEA
<p style="text-align: center;"><b><u>Visa(s)</u></b></p> <p>Date :</p> <p>Nom du responsable technique :</p> <p>Visa :</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Signature et cachet du CEA</u></b></p> <p>Date :</p> <p>Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :</p> <p>Signature :</p>

Pour le Titulaire
<p style="text-align: center;"><b><u>Visa(s)</u></b></p> <p>Date :</p> <p>Nom du responsable technique :</p> <p>Visa :</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Signature et cachet du Titulaire</u></b></p> <p>Date :</p> <p>Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :</p> <p>Signature :</p>